



Aime-la-Plagne

PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

Mairie d'Aime-La-Plagne

1112, Avenue de Tarentaise

BP 58 – 73211 Aime-La-Plagne Cedex

www.ville-aime.fr

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 104 / 2024 / PM

Portant réglementation temporaire du survol de la voie publique par un engin de levage

Implantation d'un camion grue, n° 80 route de Saint Sigismond

Aime, commune d'AIME-LA-PLAGNE

CHENU CHARPENTE à AIME LA PLAGNE 73210

Le Maire d'AIME LA PLAGNE, Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.1, L 2212.2, L 2213.1

VU Règlement 2023/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2023 sur les machines,

VU l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage,

VU l'arrêté du 06/10/2022 portant délégation de fonction à M. Michel GENETTAZ, 1^{er} adjoint,

CONSIDERANT la demande présentée le **07/06/2024** par CHENU CHARPENTE, en vue d'implanter un engin de levage sur la commune impliquant un survol du domaine public,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux définis à l'article 1^{er} du présent arrêté il est nécessaire de réglementer la circulation aux abords du chantier,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation des piétons et des véhicules afin d'assurer la sécurité des usagers,

ARRÊTE :

Article 1^{er} –

CHENU CHARPENTE à AIME LA PLAGNE 73210 est autorisée à implanter un camion grue au **n° 80 route de Saint Sigismond**, en vue de réaliser la pose de la charpente de l'habitation de Mr HAUZANNEAU et Mme DUCHOSAL.
(Voir le plan en annexe).

Article 2 –

L'autorisation donnée à l'article premier est applicable :

**DU lundi 17 juin 2024
AU vendredi 12 juillet 2024**

La circulation sera interdite au droit de l'habitation : **de 7h00 à 17h30.**

Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de la présente autorisation, celle-ci sera réputée retirée. Le pétitionnaire sera chargé de s'assurer que les éventuelles prolongations soient faites dans les délais impartis.

Article 3 –

La signalisation rendue nécessaire par la présence du chantier ou par la réglementation faisant l'objet du présent arrêté sera conforme aux instructions sur la signalisation temporaire des routes du 6 novembre 1992.

Le pétitionnaire devra prendre sur son chantier, toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter que les travaux ne causent danger ou accidents à l'égard des tiers, notamment pour la circulation publique.

Le pétitionnaire chargé des travaux sera tenu d'assurer la fourniture, la mise en place, l'entretien et la dépose de cette signalisation. Il gardera la responsabilité de cette signalisation pendant toute la durée du chantier ainsi que la remise en état des lieux.

Article 4 –

L'entreprise devra se conformer aux règles d'emploi et aux conditions de sécurité prévus par tous les règlements et normes en vigueur auxquelles doivent satisfaire la construction, le transport, le déchargement, le montage les vérifications, le fonctionnement ainsi que le démontage des appareils de levage visés par le présent arrêté.

Article 5 –

Le survol ou le surplomb par les charges de la voie publique et des propriétés voisines (sauf accord contractuel avec leurs propriétaires) situées hors de l'emprise autorisée du chantier est formellement interdit.

Aucune charge ne doit être laissée suspendue au crochet pendant les heures de fermeture du chantier. La grue mise en girouette doit être libre de toute charge.

Article 6 –

Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

Article 7 –

La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par le règlement général de voirie énoncées aux articles ci-dessus.

Article 8 –

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 9 –

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'AIME LA PLAGNE, Monsieur le Chef de la Police Municipale d'AIME LA PLAGNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une notification sera transmise à CHENU CHARPENTE à AIME LA PLAGNE 73210.

Article 10 –

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la collectivité, www.aime-la-plagne.fr

Fait à AIME LA PLAGNE, le 13 JUIN 2024

Pour le maire et par délégation, le 1^{er} adjoint,
Michel GENETTAZ

